

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

**Stations de ski :
Victimes de la casse
de l'hôpital**

p.7

• **Mutation du régime**
Autoritarisme et logique sécuritaire p.4

• **Cinéma**
Jean Vigo redémarre p.10

Pauvreté

Faire refluer la vague

2€ - N°3859 - Semaine du 4 au 10 décembre 2020





Sauve qui peut

Le gouvernement se retrouve aujourd'hui en fâcheuse posture, on est tenté de dire qu'avec la loi au doux nom de « *sécurité globale* » et, notamment le fameux article 24, il l'a bien cherché. Vouloir interdire la diffusion des images de la police en intervention sans flouter les visages, au moment même où des policiers se signalent par des comportements d'une rare violence doublée de racisme, quel manque d'opportunité ! Ce n'est malheureusement qu'un épisode de plus dans la longue liste des violences policières observées dans notre pays dans la dernière période. Une réalité qui s'accompagne d'une inquiétante dérive droitière et autoritariste de l'exécutif (évoquée en détail dans ce numéro).

Des éditorialistes ont qualifié « *d'amateurisme* » l'attitude de Macron et de son gouvernement. Il y a de ça, c'est ce qui arrive quand on court après les voix de droite, de son extrême, du centre, de la gauche et que sais-je encore. Il est maintenant envisagé de réécrire l'article 24, alors que la loi a été votée au parlement ! C'est une donnée du moment, ces dispositions liberticides ne passent pas auprès de nos concitoyens. L'indignation, mêlée de sidération, est massive, elle se mesure à la taille des rassemblements, aux presque 100 000 signatures récoltées dans une pétition demandant le retrait de la loi. Et ça porte, il y a eu un premier recul et le mouvement se poursuit vers un retrait pur et simple de la loi.

Est-ce une confirmation des discours sur « *la fracture entre les Français et la police* » ? Que nos concitoyens sont artificiels ? Là n'est pas la question, les Français sont attachés à la police qui fait son travail de protection et de sécurité, pas à celle des bavures. C'est de la responsabilité du gouvernement et du ministre de l'Intérieur que la police s'en tienne aux missions qui sont les siennes.

Fête annulée, souscription ouverte

Suite à l'annulation de la fête du centenaire du PCF, une souscription à laquelle le Travailleur catalan est associé, est ouverte.

Chaque souscripteur, dès lors qu'il versera un minimum de 10€, recevra le bon de soutien ainsi que le numéro spécial du TC sur le centenaire.



Habilité à la parution de vos **annonces légales**.
Contactez-nous par mail : legales@letc.fr

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérant et directeur de publication
René Granmont
Administrateur
Remi Cathala
Conception
Priscilla Beauclair
Une : © Priscilla.B.

Illustrations : © Delgé
Impression
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200
Elne (France)
Webmaster Priscilla Beauclair
/ Dominique Gerbault
Publicité Richard Siméon

Annonces

Manif des retraités

jeudi 10 décembre à 10h, devant la préfecture de Perpignan.
Appel unitaire.

Rassemblement de lutte à l'appel de la CGT

Samedi 5 décembre de 12 h à 17h place de la Victoire à Perpignan.
Ateliers, soupe, animations...

Jour de « collecte »

Samedi 12 décembre à partir de 15h, 44 avenue de Prades Perpignan.
Venez récupérer vos commandes

-Les livres auprès de la librairie Diderot, des paquets cadeaux sont prévus.
-Des Thés et dérivés auprès des Fralib. Pour passer commande : fralibthesolidarite@gmail.com ou 06 81 23 31 24 / 07 83 33 65 58

Thés et dérivées Fralib (cliquer et collecter)

Lundi 14 décembre de 15h à 17h30. Maison des communistes : 6, rue Morat - Estagel.
Mardi 15 décembre de 15h à 18h. Maison des communistes : 20, Avenue Déodat-De-Severac - Céret.
Mercredi 16 décembre de 15h à 18h30. Maison des communistes : 9, rue Jean-Jaurès - Rivesaltes.
Vendredi 18 décembre de 15h à 18h. Maison des syndicats (UD CGT) : Rue de La Garrigole - Perpignan.
Vendredi 18 décembre de 16h à 18h30. Travailleur Catalan : 44, avenue de Prades - Perpignan.
Samedi 19 décembre de 9h30 à 12h. Maison des communistes : 2, rue Jean-Jaurès - Prades.

Numéro spécial du Travailleur Catalan

Au fil des 44 pages de ce numéro spécial pour le centenaire du PCF, le lecteur pourra étudier une chronologie succincte des cent ans d'activités du PCF. Il trouvera des rappels historiques sur quelques grands moments de la vie du Parti communiste, des portraits de militantes et de militants, des témoignages d'adhérents anciens ou nouveaux... S'y ajoutent des analyses des évolutions stratégiques du PCF, des combats qu'il a mené et qu'il mène encore pour la paix, la liberté, de ses relations avec le monde de la culture, ou de la place des femmes dans ce parti.

Bon de commande

Nom et prénom :

Adresse :

Je commande exemplaires du numéro spécial « Cent ans du PCF ».

Je joins un chèque de : 5 € x = €
à l'ordre du Travailleur Catalan.

A retourner avec le chèque à :
Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades,
66000 – PERPIGNAN.

Au prix de 5 €, ce numéro spécial est en vente en kiosque, auprès de militants communistes ou au siège du journal.



Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€

1 an : 78€

Site+papier

1 an : 100€

Site

1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Les premiers de cordée de la pauvreté

Jeunesse. La pauvreté augmente partout, plus particulièrement chez les jeunes. De nombreux étudiants vivent de l'aide des associations caritatives comme les Restos du Cœur ou le Secours Populaire.

La pauvreté explose. Le nombre de pauvres en France pourrait avoisiner les 12 millions, soit près de 18,46 % de la population. Ce n'est certes pas nouveau et la proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est passée de 13,8 % en 2013 à 14,8 % en 2018. Mais avec la crise sanitaire cela empire. Le nombre de demandes d'allocation RSA, attribuée aux personnes n'ayant pas ou très peu de ressources financières, a grimpé en flèche (+ 14%) depuis le milieu de l'année 2020 par rapport à 2019.

Dans les Pyrénées-Orientales...

Le phénomène apparaît totalement dans les Pyrénées-Orientales

La responsable du Secours Populaire à Ille-sur-Têt explique ainsi que, rien que dans cette petite ville, le nombre de colis de Noël que l'association distribuera cette année est passé de 227 à 302 (+33 %).

Odile Bregand, responsable départementale des Restos du Cœur, confirme : « Nous commençons notre campagne d'hiver et nous avons de 20 à 25 % de demandes supplémentaires, les gens s'étant inscrits beaucoup plus tôt que d'habitude. Et 95 % des inscrits se sont présentés dès le début de la campagne, ce qui prouve combien ils étaient dans une situation d'attente. De même, dans notre action en direction des gens de la rue, que ce soit pour les petits déjeuners le matin ou pour le Camion du cœur le soir, nous constatons une augmentation de la fréquentation de 30 à 40 % ».



Odile Bregand, responsable départementale des Restos du Cœur : « Les autres centres me disent qu'ils voient venir des étudiants qu'ils n'avaient jamais vus auparavant... »

Aurélié Robic, secrétaire départementale du Secours Populaire explique que son association avait déjà noté, dès le premier confinement, une augmentation des demandes d'aide de l'ordre de 30%. « Si cette forte demande est ensuite restée stable, nous sommes très inquiets pour 2021 où les licenciements, les faillites d'entreprise, la montée du chômage vont jeter nombre de personnes dans la pauvreté. »

Les jeunes en première ligne

Cette poussée de la pauvreté frappe particulièrement les jeunes. Ainsi, entre 2002 et 2018, leur taux de pauvreté est passé de 8,2 % en 2018 à 12,5 % en 2018. Si le plus souvent, c'était de jeunes adultes peu diplômés, peinant à s'insérer dans le monde du travail qui étaient les premiers frappés, aujourd'hui, c'est toute la jeunesse qui est confrontée à une paupérisation douloureuse. Ainsi en est-il de nombreux étudiants. Par exemple, la célèbre Cité Internationale Universitaire de Paris, qui accueille des jeunes du monde entier ne vient-elle pas d'être contrainte à lancer un appel aux dons pour répondre à la précarité montante de centaines d'étudiants.

Même chose à Perpignan. Aurélié Robic signale que, sans avoir de statistiques précises, « on ressent l'arrivée de nouveaux jeunes, d'étudiants dans nos permanences. Ils étaient déjà en difficulté avant l'été. Ainsi, le Secours Populaire avait complété avec des produits d'hygiène les distributions alimentaires organisées à la Cité universitaire. » Les Restos du cœur ont un centre dédié pour les étudiants et « il explose » affirme Odile Bregand. « Les autres centres me disent qu'ils voient venir des étudiants qu'ils

n'avaient jamais vus auparavant... »

Une situation inquiétante pour l'avenir...

Lossef est étudiant à Perpignan. Il raconte : « Ce confinement est moins lourd que le précédent, et c'est un peu plus simple à s'en sortir car l'université, la bibliothèque, l'infirmerie et la cafétéria sont ouvertes, tout comme les espaces de sport en plein air de la cité universitaire. De plus, à la cafétéria, car le restaurant universitaire est fermé, le CROUS continue la vente de repas à 1 euro pour les étudiants boursiers. »

Cependant tout est loin d'être rose. Odile Bregand explique que « 1 euro, cela fait beaucoup quand on n'a plus rien. Durant les vacances, ces jeunes n'ont pas pu exercer les petits boulots habituels et si certains ont pu rentrer chez leurs parents, d'autres, en particulier les étudiants étrangers sont restés. Certains d'entre eux qui sont venus s'inscrire pour obtenir une aide alimentaire sont d'ailleurs devenus des bénévoles des Restos. »

Mais pas facile de vivre à la Cité U, dans une chambre de 9 m², avec une cuisine collective, face au risque de contagion. C'est pour aider ces jeunes à surmonter ces difficultés que la Cité universitaire propose des suivis psychologiques et qu'elle organise ce vendredi une distribution alimentaire.

« Mais, souligne Aurélié Robic, même si ce confinement est moins dur que le premier, les étudiants vivent très durement. Ils doivent vraiment s'accrocher pour poursuivre leurs études. C'est une situation très inquiétante pour l'avenir du pays... »

René Granmont

Quelques définitions

Ménage. Au sens statistique, un ménage représente l'ensemble des occupants d'un même logement. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Médiane d'un ensemble de valeurs. Dans une série de valeurs ordonnées, la médiane est la valeur qui divise la série en deux parties de même effectif. Ainsi une moitié des valeurs est supérieure et l'autre moitié est inférieure à la médiane.

Seuil de pauvreté. L'INSEE, Eurostat et les instituts statistiques nationaux des autres pays européens définissent la pauvreté monétaire de manière relative. Ils utilisent en général un seuil de pauvreté égal à 60% de la médiane des niveaux de vie. En 2018, ce seuil était en France de 1.063 euros pour une personne seule.

On calcule aussi un seuil à 50 % mesurant la grande pauvreté et un seuil à 40 % qui mesure l'extrême pauvreté.

A remarquer que ce seuil de pauvreté est un indicateur statistique très imparfait. Si une partie de la population qui n'est pas la plus pauvre voit ses revenus diminués, la médiane, donc le seuil de pauvreté peut baisser, entraînant une diminution du nombre de pauvres...

Niveau de vie. Le niveau de vie se calcule à partir du revenu disponible des ménages (revenu après impôt sur le revenu et taxe d'habitation) en prenant en compte le nombre de personnes, sachant que la première compte pour 1, les suivantes pour 0,5, les moins de 14 ans pour 0,3. Alors que le revenu disponible concerne le ménage, le niveau de vie concerne chacune des personnes du ménage.

Revenu du ménage. Un individu pauvre est donc un individu qui vit dans un ménage pauvre, c'est à dire un ménage dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté.

Pour passer du seuil de pauvreté au revenu du ménage concerné, il suffit de multiplier par la somme des coefficients définis ci-dessus : le revenu d'un ménage formé de 2 adultes et 1 enfant de moins de 14 ans, est au seuil de pauvreté s'il est de 1 063 € multiplié par (1 + 0,5 + 0,3 = 1,8), soit 1913,40 €.

Dépenses pré-engagées. Dépenses intervenant à échéances régulières, difficilement renégociables à court-terme car le plus souvent liées par un contrat ou un abonnement.



Le Secours Populaire d'Ille-sur-Têt voit le nombre de colis augmenter depuis le premier confinement.

Éradiquer la pauvreté ? Passons aux actes

Guerre à la misère. Rien de sérieux sans une mobilisation citoyenne inédite.

Julien Lauprêtre n'a cessé, pour le Secours populaire, d'alerter les pouvoirs publics quant à la nécessité de prendre des mesures énergiques face à une situation qui rappelle, au 21^e siècle, à l'état des lieux des années d'après-guerre.

Pour bousculer la cour des mauvais comptes il faut utiliser trois leviers complémentaires :

- 1. Continuer la mobilisation populaire qui sait affirmer sa générosité à travers les associations solidaires et humanitaires .
- 2. Donner à l'exécutif l'ordre de mission permettant d'encadrer la prise en charge sanitaire et psychologique de ceux qui souffrent le plus tout en créant des conditions de logements décents en s'attaquant entre autres aux effets de la disette et de la « malbouffe » .
- 3. Réactiver une politique d'intégration à l'emploi qui ne passe plus par le crédo du compétitif sélectif à tous les niveaux mais par le respect de l'humain, dans le secteur public comme dans le secteur privé, et cela de manière globale et imposée, que l'on s'adresse aux grandes ou petites entreprises ;
- 4. Bloquer la prise de dividendes des actionnaires, réduire la marge bénéficiaire qui s'évapore dans l'argent sale et les paradis fiscaux.

Certains diront que c'est une démarche irréaliste. Faux. Et cela passe par un processus et un rythme à définir en fonction des réalités prises en compte sur le terrain complémentaire des territoires comme des entreprises. Le résultat prévisible, c'est le rééquilibrage des caisses de solidarité puisqu'il y aura beaucoup plus de rentrées, plus de richesses à distribuer et plus de bien-être à partager dans un vivre ensemble qui exclut de fait l'exclusion.

En la matière, les projets politiques d'intégration à l'emploi et d'allocation fusent autour de ce sujet brûlant. La sécurité sociale professionnelle pour la CGT, la sécurisation des parcours professionnels pour le PCF, le revenu universel pour Génération.s, pour ne citer que ceux-là. S'ils ne sont pas réfléchis dans leur mise en débat en fonction de cette guerre que nous devons faire ils auront peu de chance d'aboutir. Se battre pour étouffer la pauvreté c'est créer les conditions du bonheur à vivre de la majorité du peuple. Changer de logiciel, remplacer les mots « pauvre » et « riche » par celui de « citoyen », une révolution à ne pas manquer. Et les chiffres dans tout cela ? Ils crèvent les yeux. La bourse roule en TGV. Les 10 millions de pauvres regardent le train passer. Ça suffit.

Y.H.

Escalade

Violences policières. En plein débat sur la loi « sécurité globale », les policiers ont à quelques jours d'intervalle fait preuve d'une violence inouïe d'abord à l'encontre d'un campement de migrants, puis d'un producteur de musique.

Après plusieurs nuits d'errance de plus de 400 personnes suite à la fermeture du camp de migrants de Saint-Denis, les associations d'aide aux migrants, des avocats et des élus avaient décidé d'attirer l'attention des pouvoirs publics en dressant un campement place de la République. Pour demander qu'ils soient simplement logés. Il n'aura tenu que quelques heures. La préfecture a aussitôt fait intervenir les forces de l'ordre. Les images de l'évacuation brutale du campement ont choqué tout le monde. Des policiers secouant les tentes pour en déloger les occupants, matraquages, gaz lacrymogènes, tirs de balles de défense, poursuites, tout un déploiement de violence contre des exilés épuisés et sans abri. Quelques jours plus tard, d'autres images montrant l'acharnement d'un groupe de policiers sur un producteur noir posent la question du rôle de la police.

Ces exactions sont-elles le fruit d'une minorité ou sont-elles structurelles ?

Ces violences ne sont pas nouvelles, on l'a vu avec les Gilets jaunes. Le gouvernement les a toujours couvertes. Le sentiment d'impunité des policiers, allié à

Macron très choqué par les dernières images de violences policières



la logique sécuritaire du gouvernement, ont conduit à une escalade de la violence, mettant d'ailleurs la police elle-même en danger. Le signal donné par l'article 24 de la loi de « sécurité globale » pénalisant le tournage d'images ne pouvait que renforcer ce sentiment d'impunité. Pour y mettre un terme, il faut extirper de la police nationale ces policiers enrégés. Les « forces de l'ordre » doivent redevenir les « gardiens de la paix » d'autrefois sous peine de toujours plus de violences.

Anne-Marie Delcamp

La démocratie les gêne !

Alerte. Ces dernières semaines montrent un pouvoir qui change de nature...

La pandémie semble un prétexte idéal pour mettre le pays au pas. En tant que président-chef de tout, vous donnez aux forces de police la possibilité de se défouler sur tout contrevenant avéré ou pas, vous mettez quelques brutes épaisses à leurs têtes et vous choisissez comme ministre de l'intérieur un jeune loup aux crocs bien longs pour qui, comme pour vous, la République n'est rien d'autre qu'un paillason. Comme cela ne suffit pas, vous rajoutez des lois qui interdisent à tout va, dont en particulier les images de flics frappeurs. Vous appelez ça la Sécurité

globale. Et vous pensez être tranquille, comme vos sujets que vous tentez de bâillonner.

Une nouvelle ampleur

La V^e République (et sa constitution gaullienne), née d'un coup de force contre la démocratie parlementaire est en train de changer de nature. Certes, elle n'a jamais aimé aveuglément les sociétés qui bougent et les esprits récalcitrants, progressistes. Et il a fallu bien souvent secouer le cocotier violemment pour lui faire entendre raison, pour qu'elle écoute les revendications populaires. Mais avec Macron, les choses prennent une nouvelle

ampleur au point qu'il est possible de s'interroger sur une orientation très dangereuse, fascisante, dirons certains, pour la démocratie.

Regardez la place faite au Parlement, à l'opposition, aux élus (même ceux de la majorité). Observez comment un homme décide de tout, tout seul, ou entouré de courtisans serviles et de comités Théodule à sa botte, sans légitimité. Mesurez le mépris de la chose publique qu'expriment ses discours pontifiants et sans humanité. Et la façon arrogante dont il tourne le dos aux besoins sociaux, aux droits sociaux, aux souffrances d'un monde qui n'en peut mais. Et qu'il croit pouvoir acheter avec un pognon, dont on ne sait pas trop d'où il sort.

La crise de la démocratie est au moins aussi profonde que la crise sociale, et ses enjeux sont tout aussi importants. Il est heureux de voir que les audiences des initiatives prises pour protester contre ces dérives du pouvoir montrent une réelle volonté d'y mettre un terme. Il faudra insister.

J-M.P.

Macron contre le virus : la guerre totale



Au-delà des paroles, où sont les actes ?

Féminisme. Une journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes, et après ? Beaucoup d'annonces et peu de réelles avancées.

Le 25 novembre, de nombreux témoignages et constats, centrés sur les violences intrafamiliales, ont émaillé la journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes. Ces violences sont un des symptômes les plus graves de notre société patriarcale et se propagent sous des formes multiples dans tous les cercles de la vie sociale.

Une grande cause du quinquennat ?

La lutte contre ces violences a été inscrite comme grande cause du quinquennat, et a accouché le 25 novembre 2019, d'un Grenelle auquel les associations avaient réservé un accueil mitigé, soulignant la faiblesse des moyens engagés. Dans un rapport rendu public fin août 2020, deux sénateurs, Arnaud Bazin, sénateur LR du Val-d'Oise et Éric Bocquet, sénateur communiste du Nord, étrillent le financement de la lutte contre les violences faites aux femmes. Ils déplorent des

chiffres anormalement gonflés au profit de la communication gouvernementale.

Le « tour de passe-passe » du milliard d'euros

A l'occasion du projet de loi de finances pour 2020, le Gouvernement avait largement communiqué sur un doublement du budget de l'État concernant la politique d'égalité entre les femmes et les hommes. Le montant de 1,116 milliard d'euros avait alors été avancé. Ce montant correspond non pas à des crédits consommés dans l'année, mais à des autorisations de dépenses pouvant être échelonnées sur plusieurs exercices budgétaires. Résultat : la quasi-absence de mesures nouvelles. Dans ce morcellement des crédits difficilement lisibles, les rapporteurs ont tenté d'identifier les 360 millions d'euros annoncés pour financer le Grenelle. À l'analyse, la majeure partie de ce montant constitue des crédits déjà existants en 2019.

Pourtant, l'urgence est là pour que ce fléau disparaisse ! Urgence à mettre en place l'éducation non sexiste dès les petites classes, afin d'organiser une véritable politique de prévention dans l'Éducation nationale, urgence pour de vraies politiques de lutte contre le harcèlement sexuel au travail et les féminicides. Urgence à sensibiliser et former les travailleurs sociaux et professionnels de santé.

Les violences au travail... silence !

Les annonces chiffrées d'une augmentation des places d'hébergement semblent faire l'économie d'une qualité de prise en charge. Un lit et un toit ne suffisent pas ! Un accompagnement social et psychologique, par des personnels compétents, s'impose.

Cet accompagnement passe aussi par une prise en charge adaptée dans les commissariats et des tribunaux spécialisés... Le chantier est immense !



Ces violences sont un des symptômes les plus graves de notre société patriarcale.

La France n'a toujours pas ratifié la « Convention contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail » de l'Organisation internationale du Travail depuis juin 2019. Celle-ci prévoit notamment des mesures qui contraignent les employeurs à prévenir et sanctionner le harcèlement sexuel. La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a récemment rappelé à l'ordre le gouvernement français à ce sujet.

La mobilisation pour les droits des femmes doit devenir la norme, une norme sociale qui s'inscrit concrètement dans la durée et ne peut se satisfaire d'un ignoble bidouillage des chiffres.

Evelyne Bordet

Le vendredi noir... ou la débauche du consumérisme

Consommation. Chaque année, avant les fêtes de Noël, de multiples dispositifs se développent pour inciter les Français.es à consommer toujours plus...

Le nombre de précaires, de pauvres, de commerçants endettés, d'étudiants et de salariés affamés ne cesse d'augmenter en France. Mais, à longueur d'ondes et de publicités, les grandes enseignes, comme Fnac, Darty, Boulanger, Amazon, etc. proposent leurs produits à prix cassés.

La préoccupation du gouvernement actuel qui gère la pandémie en détruisant les petits commerces a décidé de reporter au 5 décembre 2020 cette grande braderie.

Black Friday, Cyber Monday, Pré-Black Friday, tous ces anglicismes, venus tout droit des USA, ont débarqué en France en 2013.

Des voix s'élèvent contre cet hyper consumérisme. Greenpeace, dans une prise de conscience des enjeux environne-

mentaux, dénonce à travers le monde : « Notre culture de jetable, alimentée par un marketing toujours plus agressif, ne fait que contribuer à la pollution et à la destruction d'habitats naturels irremplaçables. »

L'organisation altermondialiste Attac lance une vaste campagne contre la multinationale Amazon : « La liste des effets néfastes est longue : dégradation des conditions de travail, tant dans les entrepôts d'Amazon que dans les entreprises concurrentes ; émission de gaz à effet de serre générés par le transport de marchandises et le fonctionnement des datacenters ; évasion fiscale massive. L'hyperconsommation a un coût : il faut la mettre sur la place publique. »

La CGT du groupe Casino appelle les salariés à débrayer pendant la semaine du Black Friday : « Nous devons rappeler aux gens que Casino ne fait pas que solder les produits, il solde aussi ses salariés ! En cinq ans, ils ont supprimé entre 15000 et 20000 postes. »

Selon un sondage de l'Observatoire Société et Consommation, 57% des sondés considèrent que le Black Friday les « pousse à acheter des produits qui ne correspondent pas à leurs besoins et 77% qu'il rime avec surconsommation. »

Les consommatrice.eur.s, du moins ceux qui en ont les moyens, vont-ils prendre conscience de leur pouvoir et cesser d'être pris au piège par ces grands groupes ?

Joëlle Allemand

Le réforme de l'Assurance chômage retoquée

Social. Suite au recours de la CGT, Solidaires, FO, CFE-CGC, le Conseil d'État a jugé illégaux des points importants de la réforme.



C'est peut-être un premier pas vers l'annulation totale de la réforme de l'assurance chômage. Le Conseil d'État a tranché : l'essentiel de la réforme imposée par décret en juillet 2019 est illégal. Dans un contexte de flambée du chômage, les juges portent un coup magistral à ces dispositions ultra répressives.

Le calcul du salaire journalier de référence marque une rupture d'égalité dénoncent les juges : « Du fait des règles qui ont été retenues (toute la période de référence compte et non plus les seuls jours travaillés), le montant du salaire journalier de référence peut, pour un même nombre d'heures, varier du simple au quadruple ». Cette mesure devait permettre au gouvernement une économie de 1,5 milliard d'euros et baissait les allocations pour les précaires alternant travail et chômage. Denis Gravouil pour la CGT a déclaré : « C'est une première victoire qui doit donner la pêche à tout le monde. Sur la question du salaire journalier de référence, c'est exactement ce que nous dénonçons depuis le début ».

Jacques Pumaréda

En Català

siusplau!



Xifres i lletres

- Si te dic dos dies de feina després d'una setmana de preparació directa i un mes de concepció, deu

tècnics municipals, set policies municipals, set policies nacionals, una grua capaç de pujar un contenidor d'una tona i mitja, la consolidació d'un carrer, l'evacuació dels veïns per si hi ha una esclavissada de cases o de terreny, en què penses ?

- Doncs...

- Si afegim quinze bombers, tres metges, un quadre de salut, dos conductors d'ambulàncies de l'hospital de Montpellier amb un metge d'urgències, un infermer i una ambulància de l'hospital de Perpinyà ?

- Quina catàstrofe ha passat ?

- Es tracta de l'evacuació d'un home de tres cents quilos que no pot sortir del seu pis.

- Qui és ? I tant difícil és ?

- És "un veí del barri de Sant Jaume", això en la retòrica clàssica se'n diu una perífrasi... es veu que va estar un temps sense voler sortir de casa, anant engreixant, i ha arribat el moment que voldria poder-ho fer, mes ara ja les seves cames no poden sostenir el seu pes, i a més, baixar per l'escala és impossible, no solament perquè és massa estreta, sinó també perquè amb el seu pes afegit amb el de les persones i dels mitjans necessaris per portar-lo, hi ha perill que es destrossi.

- Com a mínim hi deus trobar l'interès de donar corda al fet que és imprescindible el projecte de transformació del barri! Però de tot això què en cal pensar, sinó que sembla totalment irreal i que la llista de tots aquestes xifres evoca un poema de Jacques Prévert !

- Jo intento no pensar ni jutjar... malgrat que al costat de la poesia de l'enumeració, altres xifres me roden pel cap...

- Els d'altres sofriments i mitjans posats de lloc...

Com per exemple, durant les dues hores del rescat, o be d'escriure o llegir aquestes quatre frases, quantes criatures s'han negat només volent travessar la mar per intentar de viure millor, o senzillament de viure ?

C&C

Les pays pauvres doublement punis

Économie mondiale. Si le virus touche tout le monde, riches et pauvres, les conséquences ne sont pas les mêmes pour les uns et pour les autres.

Explosion du chômage, insécurité alimentaire, décrochage scolaire... les effets du « grand confinement » se font ressentir partout. Ils sont démultipliés dans les pays pauvres, où le secteur informel, qui absorbe 60 % du travail mondial est dépourvu de protection sociale. Le rapport du FMI d'avril 2020 annonce une crise qui est, d'ores et déjà, la plus grave depuis la grande dépression de l'entre-deux-guerres.

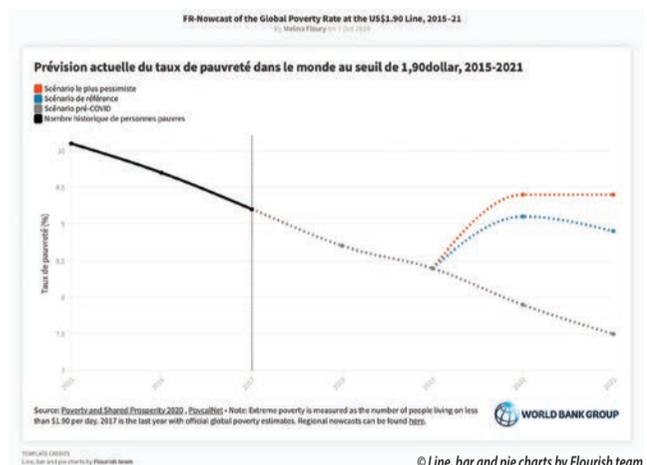
Le tiers-monde c'est le tiers état planétaire

L'équivalent de 332 millions d'emplois à temps plein ont été détruits en moyenne dans le monde au cours des trois premiers trimestres de 2020 dont 143 millions dans les pays pauvres, 128 millions dans les pays intermédiaires et 43 millions dans les pays riches selon l'Organisation internationale du travail.

Dans un rapport récent, la Banque mondiale estime que la pauvreté extrême (moins de 1,90 dollar par jour) a augmenté en 2020 sous l'effet de la pandémie. L'Asie du Sud avec plus de 50 millions de personnes supplémentaires entrant sous le seuil de la pauvreté extrême, l'Afrique subsaharienne avec 40 millions, l'Asie orientale 20 millions, l'Amérique latine 5 millions... L'accroissement net du nombre des très pauvres par rapport à 2019 se situera entre 60 et 86 millions.

Les femmes et les enfants, premières victimes

Le bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies a sonné l'alarme : « Des estimations récentes suggèrent que jusqu'à six mille enfants pourraient mourir chaque jour de causes évitables, en raison des effets directs et indirects du Covid-19. L'accaparement des moyens de santé pourrait entraîner le doublement du nombre de morts du sida, de la tuberculose et du paludisme. » L'Unicef prévient que la fermeture des écoles signifie que beaucoup d'enfants n'en reprendront jamais le chemin dans les pays du tiers-monde. Ils seront donc exposés à des niveaux accrus de violence familiale et



les filles à des risques élevés de grossesse précoce. Treize millions de mariages d'enfants supplémentaires au cours de la prochaine décennie sont prévisibles.

Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë devrait atteindre 270 millions avant la fin de l'année, contre 149 millions avant la pandémie.

Une dette de plus en plus lourde

La contribution des travailleurs expatriés en direction des pays d'origine va baisser de 20% soit plus de 110 milliards de dollars, du fait que les immigrés sont les plus touchés dans les pays riches. A tout cela s'ajoute le problème croissant de la dette (14,3% en moyenne du revenu des Etats). Le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes dénonce : « les pays du G20 ont accordé un moratoire jusqu'en décembre 2020. Seuls 42 pays ont trouvé un accord avec le club de Paris à cause du chantage des créanciers privés et des agences de notation. Les pays pauvres vont rembourser une somme supérieure avec moins de ressources. »

Au bout du compte, le « grand confinement » aura montré que les pays pauvres ne peuvent s'en sortir sans rompre avec la logique néolibérale, dont l'inadéquation est de plus en plus flagrante avec les besoins d'une humanité confrontée à la catastrophe.

Jacques Pumaréda

Mais non ! "Avenir lycéen" n'est pas un syndicat-croupion créé et financé par Blanquer...



Avenir lycéen

Jean-Michel Blanquer se retrouve accusé par Médiapart d'avoir manipulé des lycéens mineurs en versant une subvention du ministère de l'Éducation nationale à une nouvelle association « Avenir lycéen ». Le but de l'association est de contrer les syndicats lycéens et conforter la réforme du lycée et du bac. Libération a, par la suite, prouvé les liens entre deux rectorats et des responsables d'Avenir lycéen. JM Blanquer crie au complot de l'ultra gauche !

Covid - Mumia Abu Jamal en danger

Le Comité français Libérons Mumia vient d'indiquer que Mumia Abu-Jamal a appelé il y a quelques jours sa porte-parole et son épouse Wadya pour les informer que l'épidémie avait franchi la porte de la prison de Mahanoy en Pennsylvanie où il est actuellement détenu. Vingt gardiens ayant été testés positifs, l'administration a déclenché une opération de dépistage des 2.400 prisonniers dont l'inquiétude est grande. Mumia, en raison notamment de ses lésions hépatiques, est un de ces prisonniers vulnérables. Face à cette situation inquiétante ses soutiens américains ont lancé une campagne d'intervention, relayée de par le monde, auprès des autorités pour exiger, comme d'autres États américains en ont décidé, la libération immédiate de tous les prisonniers âgés et malades car leur maintien en détention les expose à la mort.

L'hôpital qui gâche la montagne...

Déconfinement. Jean Castex voit dans les stations de ski un risque de submersion des hôpitaux.

Les professionnels de la montagne ne s'attendaient pas à une telle annonce, la pratique du ski de descente ne sera pas autorisée avant la mi-janvier. En cause principalement nos capacités d'accueil pour endiguer la vague de vacanciers qui pratiquent ce sport. Entendons en creux, notre système de santé n'as pas assez de lits ni de personnel pour accueillir les accidentés qu'engendre ce sport d'hiver à chaque saison que ce soit sur la route des stations ou dans la pratique de ce sport à risques. Les stations de ski n'ouvriront donc pas pour les vacances de Noël et c'est une grande déception pour les professionnels de la montagne mais aussi pour les commerces, utiles ou pas, qui vivent sur « l'or blanc » et qui tirent parfois jusqu'à 30% de leur chiffre d'affaires lors de cette période. Pour les saisonniers, c'est la traversée du désert qui se poursuit, même si un dispositif d'aides gouvernementales de 900 € a été mis en place pour les travailleurs précaires. Très insuffisant a fait remarquer la CGT des Pyrénées-Orientales, car les conditions d'obtention sont défavorables pour les plus précaires. Beaucoup espèrent un décret de chômage partiel, qui tarde à venir, et qui permettrait un véritable ballon d'oxygène, tant pour les stations dans l'organisation très incertaine de



Pour les saisonniers, c'est la traversée du désert qui se poursuit.

© Georges Barrois

cette saison, que pour le quotidien des saisonniers quel que soit leur statut.

L'économie des hauts plateaux en jeu

La pratique du ski nordique ou de la balade en raquette sera néanmoins autorisée. Pour les professionnels ce n'est évidemment pas tout à fait l'ouverture qu'ils attendaient, d'autant que sans les remontées mécaniques beaucoup de vacanciers vont sans doute renoncer à leur location que ce soit d'un logement ou d'une paire de skis. Sans restaurant, ni bar, on imagine mal comment la plupart de ces lieux pas du tout préparés à

d'autres pratiques telles que la randonnée à ski, le ski nordique ou encore les balades en raquettes pourrait attirer une clientèle de masse, intéressée par une alternative au tout ski. Une situation qui va considérablement dégrader économiquement un secteur déjà bien fragilisé par des périodes de faible enneigement notamment sur les stations des Pyrénées-Orientales. Pour Antoine Glory de l'association Mountain Wilderness, « cette situation difficile voire catastrophique devrait être un élément de réflexion et de passage de cap ». Pour ce guide de montagne, nos territoires ne peuvent plus supporter ce tourisme et cette consommation de masse, il faut tourner la page : « C'est colossal comme démarche car tout a été tellement modelé pour cette seule consommation, mais il faut repenser la montagne hors de cette ressource neige, de cette monoculture ».

L'heure est désormais au déconfinement y compris sur les hauts cantons. Pour Antoine Glory, retourner à la montagne va être une libération et il voit dans les accompagnateurs tels que les guides une fenêtre pour montrer ce que la montagne peut encore offrir de durable...

Philippe Galano

Inquiétude des personnels des stations

Sports d'hiver. Conséquences de la fermeture des remontées mécaniques pour les vacances de Noël.

L'annonce par Emmanuel Macron de la fermeture des remontées mécaniques dans les stations de ski, des restaurants et des bars au moins jusqu'au 20 janvier, a provoqué la stupéfaction chez les personnels concernés. Ils ont donc pour le moment quelques difficultés à réagir. Ce qui les inquiète, c'est que jusqu'à présent aucun décret, aucun texte de loi

ne vient confirmer les déclarations d'indemnisation. Les situations sont très différentes selon les statuts des personnels déclare Maud Goret, responsable CGT des saisonniers des stations de ski. Les saisonniers embauchés depuis plusieurs années, devraient voir leur contrat reconduits et être mis en chômage partiel. Le versement de 900 € par mois pendant 4 mois, annoncé par le gouvernement ne concernerait que les primo-saisonniers. Mais, rappelle-t-elle, il n'y a encore aucun écrit sur lequel s'appuyer.

Qui sera responsable en cas d'accident ?

La situation devient grave pour les personnels de la restauration et de l'hôtellerie qui avaient déjà signé un contrat. Ils ne seront embauchés qu'à la réouverture des bars, restaurant et hôtels. Rien n'est prévu pour eux. C'est également dramatique pour les petites et très petites entre-

prises et leurs salariés. Ils ne bénéficient d'aucune protection.

Les stations de ski font partie du domaine public et seront déclarées ouvertes. Dès lors, il sera possible de pratiquer des sports ne nécessitant pas l'utilisation de remontées mécaniques, raquettes, luge, skis de randonnée... mais les secours de piste ne seront pas disponibles. Le personnel saisonnier s'inquiète beaucoup des risques d'accidents. Dans ce cas, une question se pose : à qui incombera la responsabilité ? À l'État, car il s'agit du domaine public ? Aux mairies car les pistes sont sur leur territoire ?

Si les autres pays européens ne ferment pas leurs remontées mécaniques, la peur de la concurrence des stations de Catalogne-sud est très vive. En Cerdagne et en Capcir, ce sont les concurrents directs des stations françaises.

Ève Gerbault

Solidarité à la Poste



Judi 26 novembre, venus des quatre coins du département des facteurs, des factrices se sont retrouvés dès 8 heures du matin au centre de distribution de Saint-Genis-des-Fontaines, à l'appel de la CGT FATP 66. Tous entendaient montrer leur colère face à la dégradation de leurs conditions de travail, mais surtout manifester leur solidarité aux postiers menacés de sanctions disciplinaires (voir TC n° 3858) et face à l'attitude de la direction du centre qui suite à la grève du 20 février dernier avait porté plainte contre la CGT FATP pour « entrave à la liberté du travail ». Des habitants des Albères étaient aussi présents manifestant ainsi leur soutien au personnel en grève.

François Calvet en pourfendeur du Libéralisme ?

Les salariés de la Société Hydro-Électrique du Midi qui gère le barrage des Bouillouses depuis 90 ans sont en colère ! Le barrage dont ils ont la responsabilité entre désormais dans le champ européen de la libre concurrence. Inquiets pour leur avenir, ils ont alerté le sénateur Calvet qui s'est empressé d'écrire à Barbara Pompili ministre de la transition écologique pour s'émouvoir de cette circonstance. Mais ce que ne dit pas François Calvet à ces salariés, c'est que, alors qu'il était député sous le gouvernement Chirac, il a voté des deux mains en 2004, la privatisation d'EDF en vue de l'ouverture du marché de l'énergie. Une réforme menée par le ministre de l'économie de l'époque, un certain Nicolas Sarkozy. Désormais l'ensemble des barrages hydroélectriques au préalable sous monopole public ne le sont plus et c'est la raison pour laquelle les appels d'offres européens sont désormais rendus obligatoires. A son actif aussi, la privatisation des autoroutes en 2006. Ça fait quand même pas mal de boulettes !

© Georges Barrois

Communiqué du PCF66

Des moyens pour les aides à domicile !

Alors que la situation du secteur de l'aide à domicile et de ses salarié.e.s aurait nécessité un engagement très fort de l'Etat pour revaloriser les carrières, les salaires et l'attractivité du métier le gouvernement reste au milieu du gué. Après avoir agréé l'avenant 44 de la convention collective de la branche de l'aide à domicile qui fait passer la valeur du point de rémunération de 5,38€ à 5,50€ il vient de refuser l'agrément de l'avenant 43. Un avenant approuvé par toutes les organisations syndicales au terme de longues négociations et qui aurait sensiblement amélioré la vie des salarié.e.s du secteur. Concrètement l'avenant 43 acte un rattrapage salarial au dessus du SMIC est une augmentation des rémunérations de 15 à 20%. Montant total 500 millions. Trop cher pour le gouvernement qui en débloque 200 et renvoie les représentants du secteur à des négociations avec les départements qui ont la compétence de l'aide à domicile. Le problème est que cela retarde d'autant la satisfaction de revendications plus que légitimes des salarié.e.s et des acteurs de l'aide à domicile. Par ailleurs s'il est logique de la part du gouvernement de travailler avec les départements sur le sujet, ce qui l'est moins c'est dans le même temps de réduire drastiquement leurs moyens et leurs capacités d'action. C'est donc encore et toujours le choix de l'austérité qui prévaut pour l'exécutif dès qu'il s'agit de prendre des mesures de justice et d'avancées sociales. Il aurait pu sans aucun doute trouver dans les 100 milliards du plan de relance la somme nécessaire pour permettre aux aides à domicile d'accompagner dignement les personnes âgées et handicapées.

Françoise Fiter

Le gouvernement fait faux bond

Aides à domicile. Après des négociations plutôt réussies entre employeurs (secteur non lucratif) et salariés (CGT, CFDT et FO), le ministre de la santé refuse de s'y soumettre.

L'unanimité des organisations et des représentant des employeurs n'aura donc servi à rien. Les premières augmentations salariales ne verront pas le jour. Le ministre de la santé refuse les 600 millions nécessaires à une simple mise à jour de la valeur du point.

227 000 salariés dont plus de 3000 dans le département

La profession est extrêmement féminisée, 97 %. 89 % des salariées travaillent à temps partiel, utilisent leur véhicule personnel pour une majorité d'entre elles, vivent des emplois du temps hebdomadaires difficiles (travail non continu, journées « gruyère ») et sont très peu payées. La moyenne des salaires perçus, au plan national, se situant à 972€ brut. La responsable CGT de la



La responsable CGT de la profession, Laetitia Mauré, évoquant cette réalité de « travailleurs pauvres ».

profession, Laetitia Mauré, évoquant cette réalité de « travailleurs pauvres », précisait : « Après le premier confiné-

ment, les démissions et les abandons ont été très nombreux », et poursuivait : « Cette profession, pourtant louée pour son dévouement pendant la crise, appelée par la force des choses à prendre de l'importance et à embaucher, est méprisée par ce gouvernement. Des milliards pour les entreprises sans contrepartie et presque rien pour cette profession ». Julien Berthélémy ajoutait : « Le gouvernement se défait sur les collectivités et les Conseils départementaux. Cette activité mériterait pourtant un vrai service public, celui de la dépendance, une cinquième branche dans le cadre général de la protection sociale ». Les députés de LFI et du PCF sont intervenus dans ce sens. Françoise Fiter, conseillère départementale, a appuyé ces revendications (texte ci-joint).

Michel Marc

Contre le chômage et la précarité

Rassemblement. Face aux dégradations sociales, la CGT et quelques partenaires appellent à la lutte et aux solidarités samedi 5 à Perpignan.

C'est une habitude. Depuis plusieurs années, la CGT initie un rassemblement place de la Victoire autour des questions de l'emploi le premier week-end de décembre. « Cette année, nous ferons beaucoup plus. La situation s'est nettement aggravée. Le chômage augmente, les licenciements se multiplient, les saisonniers ne travaillent plus, les étudiants souffrent, les artisans, les intermittents... » précise Karine, la responsable du syndicat.

Appels à la lutte, prises de parole, bureaux d'embauche...

« Il y aura une soupe populaire à partager, bien sûr, et à tarif libre. Mais pendant ce temps, il y aura des prises de parole, sur chaque sujet important : Par exemple, la réforme du chômage,

la situation des intermittents, la précarité énergétique, le sort des étudiants sans ressources... et les débats pourront s'installer avec le public ». Des bureaux d'embauche seront ouverts, sous les barnums. Il s'agira, à partir du travail minutieux fait par les salariés dans les entreprises et les administrations, listant précisément les besoins en personnels, de recueillir des candidatures et de les porter dans les directions et les administrations.

Enfin, les ONG solidaires seront présentes. Le Secours populaire, les Restos du cœur et le Secours catholique, ainsi qu'un administrateur CGT de la CAF. Les artistes intermittents animeront, de midi à 17h30, cet après midi de rencontres et de luttes. Rendez-vous dès midi place de la Victoire.

M.M.

Manifestation pour la démocratie

Perpignan s'est mis à l'heure de la protestation contre les mises en cause de l'état de droit. Vendredi dernier devant la préfecture, plus d'une centaine de manifestants se sont rassemblés à l'appel de l'Observatoire pour le respect des droits et liberté, contre des projets liberticides.

L'observatoire est largement unitaire, il regroupe partis et syndicats dont le PCF, le Mrap, la CGT, la FSU, Solidaires...

Le samedi, jour de manifestation nationale certains ont remis ça, et toujours avec du monde... C'est bon pour la défense de la démocratie. Une initiative est prévue pour ce jeudi : gageons qu'elle rassemblera à nouveau et sans doute plus largement tous ceux qui ne veulent pas d'une dérive autoritaire et policière du régime.

Un vœu du Conseil régional en faveur des anciens résistants espagnols en France

Le 7 septembre 1950, à 5 h du matin, une grande rafle – opération Bolero-Paprika – est déclenchée un peu partout en France en vue d'arrêter 404 militants espagnols antifascistes. Le volet « Bolero » de l'opération visait des communistes espagnols (ou présumés tels) qui devaient être déportés en Corse ou Algérie (en principe). Peu avant la rafle, le gouvernement avait interdit des publications et des organisations dont l'Amicale des Anciens FFI et résistants espagnols, première forme de l'actuelle Amicale des Anciens guerilleros espagnols en France (AAGEF-FFI). A l'occasion du 70e anniversaire de l'opération Bolero-paprika Les groupes Nouveau Monde, Socialiste et républicain du Conseil régional d'Occitanie ont adopté lors de l'Assemblée plénière du 19 novembre 2020 un vœu demandant JUSTICE et RÉPARATION pour ceux qui furent victimes de cette machination politico-policière, encouragée par la dictature franquiste. JUSTICE et RÉPARATION pour l'Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols indignement dissoute 6 ans à peine après la libération de la France pour laquelle ses fondateurs avaient tant lutté.



La mano de Dios Jaminet

Rugby à XV. L'USAP s'impose avec le bonus (31-6) face à Aurillac grâce à un Melvyn Jaminet plus que décisif

A-t-il voulu rendre hommage à Diego Maradona ? Qui sait ! Nous sommes à la soixante-dixième minute d'un match à huis clos qui n'a, jusqu'alors, pas enflammé le téléspectateur. L'USAP mène 24-6 et s'achemine vers une victoire, sans bruit, avec bonus offensif. Le talentueux et jeune arrière Melvyn Jaminet hérite d'un ballon à 35 mètres de son en-but et c'est parti ! Feinte de jeu au pied, prise d'intervalle, accélération, changement de pied, crochet intérieur. Après avoir passé en revue huit joueurs adverses, il s'affale au pied des poteaux. Vous avez dit exploit ? Un geste qui n'est pas sans rappeler, le 22 juin 1986 au stade Azteca de Mexico, un certain Diego Maradona et son Golaaaazooo venu d'un autre monde après soixante-cinq mètres, lui aussi, d'une « *corrida memorable* ». Auparavant, Melvyn Jaminet avait, dans les vingt premières minutes de cette rencontre, en partie estompé l'angoisse des Catalans en s'intercalant, après une percée de son coéquipier Michael Faleafa, pour inscrire le premier essai de l'USAP. Du grand art ! Après les 18 points inscrits à Vannes lors de la précédente victoire des Catalans, il réédite son exploit en totalisant 19 points en ce dernier cap de setmana de novembre. Précieux jeune joueur qui faillit abandonner le rugby voici deux saisons et qui fut aiguillé par Greg Le Corvec de son Toulon natal vers l'USAP. Il n'avait alors que dix-huit ans. Meilleur marqueur d'essais de l'USAP avec cinq réalisations depuis le début de la saison et meilleur buteur, il n'oublie tout de même pas que « *c'est surtout le bon travail des avants qui lui per-*

met de marquer de tels essais ». Une belle semaine pour ce jeune joueur qui a signé son premier contrat professionnel avec l'USAP jusqu'en juin 2024. Mais chut ! N'en parlons pas trop car les clubs du Top 14 seraient capables de lui faire miroiter bien mieux que des alouettes et l'obliger à activer une clause de son contrat. Pour l'instant l'USAP profite de ses talents de relanceur, mais aussi de buteur.

Un USAP-Aurillac dans la tradition

De tout temps les matchs entre Cantalous et Catalans n'ont jamais permis d'assister à de grandes envolées. Du rude combat d'avants, des miettes pour les trois-quarts. Et lorsque la pluie s'en mêle... L'USAP ne voulait pas enchaîner une nouvelle mauvaise performance après l'échec biterrois. Il fallait jouer sérieusement, soigner en particulier la défense de façon à ne pas s'exposer à une autre déconvenue à domicile. Fatiguer le pack adverse était le mot d'ordre des Catalans. À l'heure de jeu, le score 10-6 laissait à penser qu'Aurillac était encore dans le coup pour la victoire, mais les visiteurs n'avaient pas mis une seule fois la défense des sang et or en difficulté. Les Cantaliens allaient plier puis rompre dès l'entrée du banc de l'USAP. Une succession de mêlées à cinq mètres de leur en-but et deux cartons jaunes allaient ruiner leurs derniers espoirs. Dans ce duel Cantalou(p)-Catala, Aurillac est resté... chocolat.

La profondeur de banc encore une fois à l'origine de la victoire. Une mêlée en progrès en particulier depuis l'arrivée de Davit Kubriashvili qui rassure la jeunesse



Davit Kubriashvili regarde déjà vers les phases finales.

de la première ligne catalane. Des progrès au niveau des rucks. Par contre beaucoup de travail reste à faire sur les touches et, au risque de faire grincer l'entraîneur Patrick Arletta, l'animation offensive reste pauvre avec peu de décalages en bout de ligne. Même si une ligne de trois-quarts titulaire n'a jamais pu être alignée depuis le début de la saison.

L'important c'est la victoire, me direz-vous ! Avec deux seules défaites en dix rencontres et une place de deuxième, le contrat semble rempli.

Fins aviat !

Jo Solatges

- annonces légales - annonces légales - annonces légales -

Par acte SSP du 28/10/2020, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination : Wellbe Immo Objet social : Agence immobilière Siège social : 46 Rue Georges Dunyach Dit Jordi, 66330 Cabestany. Capital : 1200 € Durée : 99 ans Gérance : Mme CAPPONI ALEXANDRA, demeurant 46 Rue Georges Dunyach Dit Jordi, 66330 Cabestany Immatriculation au RCS de Perpignan

DB BUSINESS SAS au capital de 1000 € Siège social : 2 Bis rue des pommiers, 66200 Elne 883 261 737 RCS de Perpignan. L'AGE du 16/10/2020 a décidé de : modifier l'objet de la société en ajoutant les activités suivantes : Commerce de véhicules, marchand de biens ; augmenter le capital social pour le porter de 1000 € à 10000 €. Mention au RCS de Perpignan

RECTIFICATIF

Dans l'annonce parue dans le Travailleur CATALAN N°3854, le 30/10/2020 concernant la SASU AMIN COIFFURE, il fallait lire à propos de la dénomination sociale : AMIN COIFFURE à la place de SASU AMIN COIFFURE.

Pour insertion

Par acte SSP du 25/11/2020, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination :

SCI GRABU

Objet social : Acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente exceptionnelle de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question

Siège social : 9 impasse de la crouette, 66390 Baixas.

Capital : 120 €

Durée : 99 ans

Gérance : M. GRABULOS Lionel, demeurant 9 impasse de la crouette, 66390 Baixas

Clause d'agrément : Cession libre entre associés, ainsi qu'à leurs conjoints, ascendants ou descendants. Cession soumise à agrément dans les autres cas
Immatriculation au RCS de Perpignan

JEAN-MICHEL FENES ET FILS

Société à responsabilité limitée

Au capital de 300 000 euros porté à 520 000 euros
Siège social : 2 Traverse de Château Roussillon, 66000 PERPIGNAN

751 688 276 RCS PERPIGNAN

Par décision du 29 Septembre 2020, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de 220 000 euros, pour le porter de 300 000 euros à 520 000 euros, par incorporation de réserves et élévation de la valeur nominale des parts.

L'article 7 des statuts a été modifié corrélativement.

Pour avis

La Gérance

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date à THEZA (66) du 27/11/20, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : SELARL

Dénomination : FAMILY CARE CENTER

Siège : Centre Médical - Place de la Promenade - 66200 THEZA

Objet : L'exercice en commun, à titre exclusif, de la profession de médecin

Durée : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS de PERPIGNAN

Capital : 10 000 euros

Gérance : Madame Cécilia D'ANDREA, demeurant 5 Rue des glaïeuls 66200 THEZA

CLEM FM

EURL au capital de 5.000 €

Siège social :

LE PETIT CHATAIGNIER, 17360 La Genétouze

789 827 755 RCS de Saintes

En date du 26/11/2020, le gérant a décidé de transférer le siège social de la société 12 Boulevard Thomas Wilson, 66000 Perpignan, à compter du 30/11/2020 Gérant : M. Jully Marc, demeurant 12 Boulevard Thomas Wilson, 66000 Perpignan

Radiation au RCS de Saintes et réimmatriculation au RCS de Perpignan

Par acte SSP du 01/12/2020, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : LLORED

Objet social : La Société a pour objet : la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement par voie d'acquisition, construction, échange, apport ou autrement ; éventuellement et exceptionnellement, l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de vente, échange, ou apport en société.

Siège social :

5 AVENUE DES CAMPAGNES, 66680 Canohès.

Capital : 100 €

Durée : 99 ans

Gérance : M. LLORED JEROME, demeurant 5 AVENUE DES CAMPAGNES, 66680 Canohès

Clause d'agrément : Cession libre entre associés, ainsi qu'à leurs conjoints, ascendants ou descendants
Cession soumise à agrément dans les autres cas

Immatriculation au RCS de Perpignan

Un voyage, de valise en Va lise !

Création. Retour sur le spectacle « *Va lise va !* » de Jonathan Munoz vu lors des vendanges d'octobre d'Alénya, l'occasion de découvrir l'univers de Personnage curieux.

Jonathan Munoz, Personnage curieux à la scène, avec sa compagnie Curiom, a présenté *Va Lise, va !* lors des vendanges d'octobre d'Alénya, une prestation très appréciée. Si les sourires et les expressions des spectateurs étaient masqués par les contraintes sanitaires, la réceptivité était bien présente. La mise en scène construite autour des valises qui se transforment, fait de *Va Lise, va !*, un théâtre d'objet où l'imaginaire, l'onirisme et la sensibilité se côtoient.

Métaphore et symbole

Sur la musique du « *Tourbillon de la vie* », Personnage curieux, incarne tour à tour des souvenirs, des émotions, nous guide dans son histoire, qui, au rythme de la vie devient folie, douceur, ou introspection.

Seul en scène, il réussit, une heure durant, à embarquer les spectateurs dans un tourbillon de sentiments, soutenu par la créativité.

Personnage curieux fourmille d'idées : « *J'ai toujours eu besoin de m'exprimer de différentes façons, par les arts plastiques et les arts de la scène. Pour moi, l'expression passe essentiellement par le corps. Le mot "mouvement" est la représentation même de la vie. Puis, intuitivement je trouve une correspondance entre des objets qui stimulent mon imaginaire. Dès qu'on y met*



« *La vie est une partition musicale où chaque atome danse au rythme des pulsations de l'instant.* »

de l'intention, tout devient matière à créer.

Le spectacle, *Va Lise, va !*, est apparu comme une évidence : « *J'entassais des valises chez moi que je récupérais pour leur donner une seconde vie. Que pouvait devenir une valise ? Dans le spectacle, elles se transforment. Les cailloux que l'on croise, on peut en faire des murs, ou des ponts. C'est à partir de là que le projet a pris forme. J'ai eu une insomnie et tout a*

été créé d'un coup. L'affiche, le nom, les tableaux qui s'enchaînent... »

La valise dans tous ses états

Voyage, fuite, exil, réflexions, le spectacle parle de l'humain. « *J'ai pensé à l'exil inconsciemment, étant issu d'une famille d'exilés, suite à la répression de Franco en Espagne. Un pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle, m'a fait réaliser que mon sac contenait ce qui m'était nécessaire.* » *Va Lise, va !* est une histoire de vie, le fil rouge de cette femme qui part est une interrogation. Est-ce la réalité, est-ce une représentation de soi ? Quelque chose reste en flottement. C'est ce flottement qui permet au spectateur de s'approprier l'histoire en fonction de son vécu, de ses propres bagages intellectuels et émotionnels. Si au commencement les bagages s'amoncellent, le but est de faire place nette et libérer l'espace, retrouver du souffle, pour apaiser. « *Je crée souvent par métaphore ou par image. La lecture est donc multiple.* »

Personnage Curieux, inspirant et inspiré pour permettre d'éveiller la curiosité en chacun. La compagnie Curiom, aura bientôt d'autres spectacles à proposer. En attendant, ce spectacle peut voyager plus loin !

Priscilla Beauclair

Institut Jean Vigo, c'est reparti !

Actu ciné. Le 15 décembre, les structures culturelles rouvrent leurs portes, Jacques Verdier nous donne le ton.

Jacques Verdier et l'équipe de l'Institut Jean Vigo souhaitent une rentrée ludique pour renouer avec le public. Les perspectives pour cette réouverture prochaine de l'institut, ce sont deux séances tout public le 15 décembre avec, *Que le spectacle commence*, de Bob Fosse, et 17, *Panic sur Florida Beach*, de Joe Danté, suivies d'une séance pour les enfants le 20, *Petites histoires en images*.

Jacques Verdier nous donne la trame : « *Après Noël on relance la saison pour le mois de janvier, mais comme le climat reste incertain, on va travailler mois par mois, et nous ferons éditer de petits dépliants* » Le 3 janvier, ils démarreront avec un ciné party, comme chaque année. « *Le dernier week-end des vacances nous avons choisi "Artiste et modèle" une comédie musicale avec Jerry Lewis, un film hollywoodien de qualité. L'objectif est une séance à l'ancienne dans l'esprit des années 50 pour plonger le public dans cette époque. En général il y a une animation à l'entracte mais on ne sait pas si cela sera possible.* »

Pour la suite, l'institut Jean Vigo poursuit son

partenariat avec le festival *Magreb si loin si proche*. Durant trois jours, les séances seront consacrées au cinéma algérien. « *En principe le directeur de la cinémathèque devrait venir, mais nous restons dans l'expectative pour la mi-janvier.* »

Au programme de janvier, il y aura des films sentimentaux, un thème sur le cinéma afro-américain, avec un film en avant-première fin janvier, et les films carte blanche proposés par Edouard Waintrop, qui devrait présenter ses choix, « *c'est un critique de cinéma très connu, qui a dirigé beaucoup de festivals de cinéma en Suisse.* »

Actuellement, l'institut Jean Vigo a mis en place des projections en ligne disponibles sur leur site.

Information importante pour les séances de décembre à janvier. Les séances sont avancées à 18h30 pour respecter le couvre-feu. Le billet sera un justificatif, s'il y a un dépassement de l'horaire de retour.

P.B.

Une pétition en soutien à l'Archipel

A l'initiative de citoyennes et citoyens attachés à la pérennité du théâtre de l'Archipel et qui refusent l'amputation de son budget, une pétition vient d'être mise en ligne sur change.org, elle s'intitule, *L'Archipel nous y tenons, il faut le préserver.*

Le plaisir de retrouver le public !

Archipel. La scène nationale saisit l'opportunité de l'annonce présidentielle pour reprendre sa saison dans des conditions adaptées.

L'équipe de l'Archipel a décidé de saisir l'opportunité offerte par l'annonce du président de la République pour permettre aux spectateurs de revenir au théâtre. Dans un communiqué ils déclarent : « *Nous sommes heureux d'accueillir La Fubleuse histoire d'Edmond Rostand de l'Agence de Voyages Imaginaires les 18 et 19 décembre prochains. Compte tenu du couvre-feu, les deux représentations auront lieu à 19h, toujours dans le respect des conditions sanitaires très strictes, déjà mises en œuvre depuis les premiers spectacles en septembre 2020.* »

Dès le mardi 1^{er} décembre, le public sera accueilli dans les billetteries. « *Cette réouverture, conformément aux annonces présidentielles, sera progressive et nous veillerons à respecter le nombre autorisé de personnes accueillies simultanément dans nos accueils au Théâtre de l'Archipel et à El Mediator* », poursuit le communiqué.

Les deux points de billetterie seront ouverts au public aux horaires suivants :

- au Théâtre de l'Archipel du mardi au vendredi de 12h à 18h30. Ouverture exceptionnelle le samedi 19 décembre de 12h à 18h30.
- très prochainement à El Mediator du mardi au dimanche de 12h à 19h - jusqu'au mardi 22 décembre inclus. Ouverture exceptionnelle le lundi 21 décembre de 12h à 19h.

Concernant les spectacles à partir de janvier 2021, compte tenu du couvre-feu, les horaires de certains spectacles ont été avancés dans la journée à savoir :

- Une femme se déplace – les 6 et 7 janvier : les 2 représentations sont déplacées à 18h30.
- Cul et chemise – les 12 et 13 janvier : les 2 représentations sont déplacées à 19h.

À partir du 20 janvier le couvre-feu pourrait être levé, nous n'avons pour le moment pas d'autres modifications d'horaires.

Aux sources d'une tragédie mondiale

La République de Weimar. *Les programmes d'histoire ne se sont que très peu penchés sur cette période. L'histoire « officielle » se limite à la version choc de la Deuxième Guerre mondiale. Raison de plus pour s'y arrêter.*

Weimar se trouve à 1400 Km de Perpignan, dans le Land de Thuringe, autrefois province du sud-est de la RDA, à 10 km du mémorial de Buchenwald. C'est là que fut fondée le 9

novembre 1918, une semaine après l'armistice qui clôtura la Grande Guerre, une république qui portera Hitler au pouvoir en 1933.

Les racines du mal

L'Assemblée nationale constituante allemande, majoritairement composée de conservateurs et de sociaux-démocrates, préféra cette ville à Berlin qui vivait les moments forts d'un souffle révolutionnaire dans la foulée des nouvelles encourageantes de la victoire de la Révolution d'octobre dans la Russie de 1917. L'enjeu était de taille. Les forces conservatrices de l'époque faisaient tout pour empêcher une révolution tant espérée par Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht et Clara Zetkin, grandes figures de l'histoire politique et sociale allemande. Les révolutionnaires spartakistes et communistes vécurent une destinée rappelant le sort des communards français de 1870. Quelques livres se sont penchés sur

cette époque qui a vu émerger les bases de l'horreur nazie (Christian Bechler et Horst Moller et quelques autres). Elles corroborent toutes une leçon. Quand un peuple est frustré, humilié, poussé au bout de ses retranchements, il peut être tenté par le pire, avec, dans ce cas, la complicité de ceux qui, en Allemagne comme en France, « préféreront Hitler au Front Populaire », pour reprendre une expression consacrée.

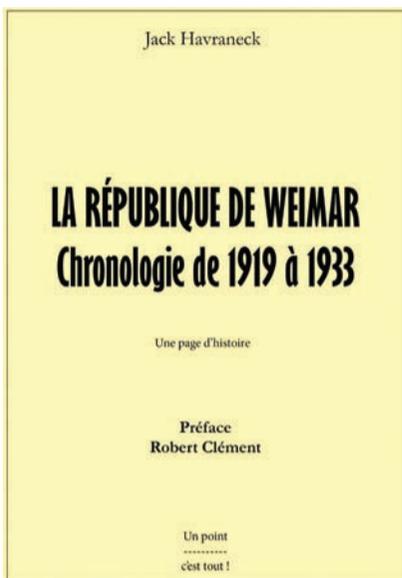
Un livre militant par un militant

Jack Havraneck, militant communiste et syndicaliste, nous offre avec son livre, *la République de Weimar*, un rafraîchissement de mémoire très utile, préfacé par Robert Clément, président honoraire du département de la Seine-Saint-Denis. Ce n'est pas une thèse d'historien. C'est une compilation heureuse de ces moments forts qui nous donnent envie d'en savoir toujours plus sur les détails

de cette période. Et cela nous permet aussi de comprendre que lorsqu'il se passe quelque chose dans un pays, ce n'est pas « un truc chez les autres ». Le monde entier peut être bouleversé, comme à cette période où tout a été fait pour enfermer la jeune URSS dans un cordon « sanitaire » de feu. Le but était d'empêcher toute propagation des immenses espoirs que faisait naître ce que les communards n'avaient pu faire aboutir en France, une vraie révolution mettant en pièces le pouvoir d'une bourgeoisie sûre de son fait, faisant régner la terreur sur le monde du travail de l'époque. Sans l'étude de cette période, on ne peut pas vraiment comprendre ce qui se sera passé après, jusqu'à ce que nous vivons aujourd'hui.

Yvon Huet

Prix 15 €. Vente sur commande auprès de l'auteur, au courriel suivant : annick-jack-h@orange.fr

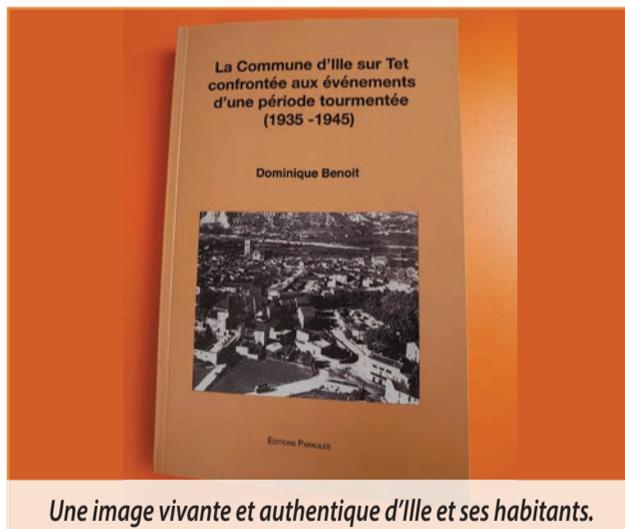


Une commune confrontée à l'histoire

Livre. *Réunissant documents et témoignages, Dominique Benoit illustre la façon dont les habitants d'Ille-sur-Têt ont traversé les années 1935-1945.*

Les éditions Paraulas, basées à Ille-sur-Têt, dont André Rober est la cheville ouvrière, publient surtout des textes poétiques. L'histoire locale ne leur est cependant pas étrangère. Elles font paraître aujourd'hui, de Dominique Benoit, *La commune d'Ille-sur-Têt confrontée aux événements d'une période tourmentée (1935-1945)*. L'auteur y a rassemblé un volume impressionnant de documents, de témoignages, de portraits qui rendent compte de la façon dont ces 10 ans, période cruciale, ont été traversés dans cette commune des bords de Têt. Dominique Benoit est illois d'adoption, de gauche, plutôt socialiste, il a aussi été élu dans la commune. Se définissant comme « historien amateur » il s'est intéressé à la période traitée parce qu'elle lui paraît porteuse d'enseignements pour aujourd'hui, et qu'il a eu envie de « réagir à la résurgence de l'extrême droite. »

La forme de l'ouvrage permet de mesurer le colossal travail de recherche effectué et le temps passé. Il offre une mine d'informations et l'on peut parier que les habitants d'Ille-sur-Têt, mais pas que, y retrouveront nombre de figures locales connues. Les communistes y sont largement représentés, le rôle éminent qu'a tenu Lucette Pla-Justafre tout au long de la période est souligné, comme celui des sœurs Molins, grandes militantes qui ont subi la déportation, ou Jacques Tixador qui fut maire. *Le Travailleur Catalan* est plusieurs fois cité. Intéressant aussi de voir que dans une commune comme Ille se retrouve l'échantillonnage des comportements humains, des engagements d'un côté ou de l'autre. Aux côtés de nombre de résistants, de justes, Ille a eu ses délateurs, ses collabos, ou d'autres plus passifs, simples spectateurs. En 41 le conseil municipal va être remplacé par un conseil municipal nommé par Vichy. Ille a eu ses arrestations, une rafle, ses drames, ses envoyés au STO, ses prisonniers, ses femmes tondues...



Une image vivante et authentique d'Ille et ses habitants.

La commune avait aussi accueilli des réfugiés espagnols qui, notamment, ont effectué des travaux de réparation après l'Aiguat, beaucoup se sont ensuite engagés dans la Résistance. On apprendra que Xavier de Gaulle, frère de Charles, a, un temps, été percepteur à Ille.

Au fil des documents (délibérations du conseil municipal, témoignages, portraits, et une riche iconographie) l'auteur donne une image vivante et authentique de ces 10 ans du Front populaire à la Libération dans une commune catalane. Dans sa conclusion Il entend aller plus loin en écrivant : « la vigilance démocratique est nécessaire afin d'éviter le risque du retour des totalitarismes et obscurantismes de toutes sortes. »

Nicole Gaspon

Dominique Benoit, *La commune d'Ille-sur-Têt confrontée aux événements d'une période tourmentée*, éd Paraulas 22€

Une Grande Dame s'en est allée ...

Anne Sylvestre est un trésor qui s'est partagé avec discrétion, scène après scène, disque après disque. Mais que chantait Anne Sylvestre ? " Au début, j'écrivais dans l'urgence, j'essayais de chanter, et j'étais très étonnée qu'on m'écoute. " Ce qu'elle semblait ignorer alors, c'est que l'écouter était un apprentissage de la liberté. *Mon mari est parti*, écrit dès 1958, deviendra un hymne contre la guerre d'Algérie. Bien avant la révolution sexuelle, *Madame ma voisine célèbre la liberté d'aimer*. Dans l'effervescence des années 1970, ce sont ses chansons qui disent le mieux la femme, et le rapport entre les sexes : elle signe des fables cocasses qui font rire aussi les hommes (*Petit Bonhomme, La Faute à Eve*), ou des textes graves et subtils : *Non, tu n'as pas de nom*, sur l'avortement, deux ans avant la loi Veil. *Une sorcière comme les autres* brosse une fresque inégalée sur la condition des femmes. Indépendante, inclassable, précurseuse, elle fut boudée par les médias. Sa force ? La sincérité, la simplicité apparente de ses textes qui n'avaient qu'une boussole : La dignité de l'humain, que toujours elle anoblit.

E.B.

Patrick, Diego, Christophe, le sport et l'humain

Il est un domaine auquel je ne prête qu'une attention épisodique et sur lequel je n'ose pas trop m'aventurer de peur de montrer mon ignorance. Certes il me poursuit depuis belle lurette. Il m'a même contraint, c'est le mot qui convient. En effet ma mère soucieuse de mon avenir physique, mais aussi sans doute un peu mental, m'a imposé, dès la tendre enfance, de faire de la gym, dans une salle du quartier, avec un prof exigeant et sans espoir de passer à travers. Elle m'a ensuite incité à faire du sport. Mais, esprit retors sans doute, j'y ai mis une mauvaise volonté si évidente, que l'obligation, l'incitation se sont transformées en désintérêt profond, pour ne pas dire en aversion.

Il m'a fallu prendre de la bouteille (au sens figuré bien sûr) pour m'y remettre, sans goût, mais par nécessité physiologique, comme dit mon toubib. Et ça dure depuis des décennies. Je fais du sport, de la gym... Un peu ! Mais je ne sais pas parler du sport, des sportifs. Le hasard de l'actualité m'incite aujourd'hui à tenter de le faire.

Patrick

Le déclic est venu des pages sportives (que je survole en général) de mon quotidien local. J'y découvre étonné un titre « grossier » qui barre la page : « ça me fait chier ». Ce titre joue tout à fait son rôle, puisqu'il m'arrête, me fait reconnaître sur la photo



qui accompagne l'article, Patrick Arlettaz, entraîneur de l'Usap, et m'incite à lire l'interview où il s'étend sur les heurs et malheurs de son équipe chérie, sur les victoires, sur l'absence de jeu d'un groupe qui gagne, sur les critiques que l'on fait aux joueurs et qui le « font chier » parce qu'il est persuadé de faire avec eux du bon boulot. Le ton de l'interview est de la même veine, direct, sans fioriture, codé pour les usapistes avertis avec lesquels Arlettaz semble vouloir remettre les pendules à l'heure. L'air renfrogné qui est le sien sur la photo accompagnant le texte montre que le sport n'est pas un long fleuve tranquille et que la colère des hommes y a sa part. On peut diriger une grande équipe et rester profondément humain avec le langage fleuri qui va avec.

Diego

L'humanité a aussi, dans l'actualité sportive, ses dimensions tragiques. On peut être, pour beaucoup d'amateurs de foot, dieu ou presque et rester humain, ainsi Diego Maradona a sans doute oublié que ses admirateurs le voulaient immortel et les a quittés, les laissant orphelins des moments euphoriques qu'il leur avait offerts, en Argentine, à Naples, à Barcelone. Sa gloire, ses faiblesses, les aléas de sa vie, sa fibre populaire, le tout assumé, ont renforcé cette humanité du personnage,



sa popularité. Il ne vous étonnera pas que Macron, en cherchant à la célébrer, un peu sottement d'ailleurs, ne l'ait perçue que pour lui reprocher port mortem d'avoir rencontré Chavez et Castro. La ferveur populaire a besoin de l'humanité de ceux qui, dans des pratiques sportives, sortent du lot au point de prendre des dimensions mythiques tout en restant proches. D'où le sentiment d'une intimité qui vous a donné à un moment l'impression d'enrichir la vie et dont vous souffrez de la disparition.

Christophe

Autre actualité tragique ! Nous regretterons aussi les fulgurances de Christophe Dominici qui, un ballon ovale dans les mains, nous a fait vibrer et a apporté des moments inoubliables à des millions de spectateurs qui se sont lancés avec lui dans des courses effrénées vers un en-but libérateur où nous aussi, grâce à lui, nous avons plongé sans retenue. La sympathie du personnage, ses mensurations de David courageux et rusé au milieu de Goliath sur-vitaminés le rapprochaient de ses admirateurs. Sa fin tragique prématurée, ces jours derniers, nous le rend encore plus proche et humain. Conclusion : le sport et les sportifs sont au cœur de notre humanité. Ma maman avait sans doute raison.

©Fabienkhan



Jean-Marie Philibert

L'actu vue par

DELGE

Evolution du virus : la France doit-elle à son tour éliminer tous ses vîsons ?



Vaccin : à qui profite le remède ?



Découvrez d'autres articles sur le site
www.letc.fr

suivez-nous sur



Habilité à la parution de vos annonces légales. legales@letc.fr